

Unité départementale du Val-de-Marne  
Service Risques et Installations Classées  
12-14 rue des Archives  
94000 Créteil

Créteil, le 11/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 01/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ECOPUR**

89 route du Moulin bateau  
94380 Bonneuil-Sur-Marne

Références : DRIAT/UD94/PADVME/YBC/2025/N°492  
Code AIOT : 0007402709

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/12/2025 dans l'établissement ECOPUR implanté 89 ROUTE DU MOULIN BÂTEAU 94380 Bonneuil-sur-Marne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection du 1<sup>er</sup> décembre 2025 avait pour but de constater les actions qui ont été mises en place depuis les dernières inspections des : 12/10/2023, 19/11/2024 et 14/01/2025.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ECOPUR
- 89 ROUTE DU MOULIN BÂTEAU 94380 Bonneuil-sur-Marne
- Code AIOT : 0007402709

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ECOPUR (groupe SARP rattaché à VEOLIA) est spécialisée dans le traitement et la valorisation des déchets sableux et déchets gras d'assainissement. La société exploite un centre de traitement de déchets d'assainissement situé dans la zone industrielle du port de Bonneuil au 89, rue du Moulin Bateau.

Les déchets sableux reçus sur le site sont des sédiments d'assainissement provenant principalement des boues de curage des réseaux, du balayage des voiries, etc.

Ces déchets sont traités par le procédé ECOSABLE. Le traitement comprend des opérations de criblage, d'hydro-cyclonage, d'hydro-flottation, de floculation, de décantation statique. Le sable ainsi obtenu peut être valorisé en technique routière (remblais, voirie...). La capacité de cette filière est de 50000 t/an.

Les déchets gras reçus sur le site proviennent des bacs à graisse des restaurants, des cantines ainsi que des stations d'épuration. Ces déchets sont traités par un procédé physico-chimique.

Les eaux usées issues de ces deux procédés sont traitées dans une station interne par un réacteur biologique de type boues activées puis par un clarificateur.

Les boues produites par la station d'épuration sont déshydratées. Les eaux épurées sont rejetées au réseau d'eaux usées du port, qui est relié à la station d'épuration (STEP) de Valenton.

Les eaux pluviales passent par un séparateur d'hydrocarbures avant d'être rejetées dans la Marne.

L'établissement est classé administrativement sous les rubriques suivantes de la nomenclature: 2240-A [A], 2718-1 [A], 2790 [A], 2791-1 [A], 2716-1 [E], 2910-A-2 [DC].

Les installations sont notamment réglementées par :

- l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18/12/2008 ;
- l'arrêté ministériel du 6 avril 2018 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux appareils de combustion, consommant du biogaz produit par des installations de méthanisation classées sous la rubrique n° 2781-1, inclus dans une installation de combustion classée pour la protection de l'environnement soumise à déclaration sous la rubrique n° 2910.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Entretien et conduite des installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 18/12/2008, article 4.3.5	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois
4	Ouvrages de traitement	Arrêté Préfectoral du 18/12/2008, article 4.3.3	/	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 18/12/2008, article 4.3.10	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
2	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les non-conformités constatées lors des précédentes inspections ont toutes été levées. La mise en demeure concernant la température trop élevée des rejets aqueux a été suivie d'effet.

Cependant l'exploitant doit mettre en place des actions supplémentaires concernant la gestion de son séparateur d'hydrocarbures:

- Justifier le bon fonctionnement de l'alarme signalant que l'ouvrage est plein;
- Justifier la présence d'un système de régulation du débit, limitant le débit à 60 litres/seconde, au maximum;
- Tenir un registre concernant les opérations de maintenance du séparateur à hydrocarbures.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Autosurveillance**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/12/2008, article 4.3.10

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 12/10/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 30/05/2025</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes: -température: <30°C -ph: compris entre 5,5 et 8,5.
<b>Constats :</b>  <u>Constat précédent:</u> Au vu des autosurveillances mises en ligne sur GIDAF, l'inspection constate que depuis 2016, les effluents aqueux rejetés par ECOPUR dans le point de rejet des eaux usées sont fréquemment à une température dépassant les 30°C (VLE), notamment l'été. Ainsi, pour les dernières années, l'inspection constate par exemple: -10 dépassements de température sur le mois de juillet 2023; -15 dépassements de température sur le mois d'août 2022 (température atteignant jusqu'à 38,9°C le 4 août); -7 dépassements de température sur le mois de septembre 2021; -19 dépassements de température sur le mois de juillet 2020 (température atteignant jusqu'à 37,1°C le 27 juillet). Des dépassements en température ont également été constatés sur plusieurs jours de l'hiver 2022.  <u>Constat actuel:</u> L'arrêté préfectoral du 30/05/2024 a mis en demeure l'exploitant de respecter la température limite de 30°C dans ses rejets aqueux dans un délai d'1 an. Au vu des autosurveillances mises en ligne sur GIDAF, l'inspection constate que cette valeur a été respectée sur l'année 2025. La mise en demeure a donc été suivie d'effet. L'exploitant a rajouté des plaques dans l'échangeur thermique qui permet de refroidir l'eau potable utilisée pour refroidir les boues biologiques qui permettent de traiter les rejets aqueux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

## N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b>

- lors de la visite d'inspection du 19/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 12/04/2025

#### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.

#### **Constats :**

##### Constat précédent

L'installation dispose de 3 point de rejets sur son site :

- eaux domestiques ;
- eaux usées ;
- eaux pluviales.

L'exploitant a réalisé trois campagnes d'analyse les 17/01, 07/02 et 11/03/2024 des substances PFAS sur le point de rejet des eaux usées.

L'exploitant n'a pas réalisé l'analyse du point de rejet des eaux pluviales alors que les eaux pluviales qui transitent sur le site sont susceptibles d'être polluées.

##### Constat actuel

L'exploitant a réalisé les trois campagnes d'analyse PFAS du point de rejet des eaux pluviales: les 27/02/2025, 24/04/2025 et 08/07/2025. Les résultats ont été mis sur GIDAF. La non-conformité précédente est levée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 3 : Entretien et conduite des installations de traitement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/12/2008, article 4.3.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Entretien et conduite des installations de traitement

##### **Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 14/01/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 04/07/2025

#### **Prescription contrôlée :**

Des visites de contrôle et d'entretien du séparateur à hydrocarbures sont réalisées régulièrement et au minimum chaque année en début de période d'étiage (fin avril/fin mai).

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

#### **Constats :**

##### Constat précédent

Lors de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection un bordereau de suivi de déchets Trackdéchets prouvant le curage du séparateur d'hydrocarbures le 30 août 2024. L'inspection rappelle à l'exploitant que cet entretien doit être réalisé en début de période d'étiage (fin avril/fin mai) conformément à l'arrêté du 18/12/2008. Il s'agit d'une non-conformité.

L'inspection a constaté que le séparateur était déjà en partie rempli en boues. Il apparaît nécessaire de revoir la périodicité de curage du séparateur.

Au vu des résultats du contrôle inopiné réalisé le 19/11/2024 montrant des dépassements, il est également nécessaire de maintenir propre et d'entretenir le point en sortie du séparateur sur lequel les prélèvements sont réalisés.

##### Constat actuel

L'exploitant a présenté un bordereau de suivi de déchets Trackdéchets à l'inspection prouvant le curage du séparateur d'hydrocarbures fin mai 2025. La non-conformité précédente est levée.

Par ailleurs l'inspection a constaté que l'exploitant ne tient pas de registre concernant le fonctionnement de son séparateur d'hydrocarbures. Il s'agit d'une non-conformité.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Un registre spécial concernant le fonctionnement de son séparateur d'hydrocarbures doit être tenu sur lequel sont notés:

- Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées;
- les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 4 : Ouvrages de traitement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/12/2008, article 4.3.3

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Ouvrages de traitement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le site dispose de plusieurs ouvrages de traitement des effluents aqueux : Sur le réseau des eaux pluviales : - Un séparateur d'hydrocarbures avant rejet dans le réseau des eaux pluviales du port de Bonneuil-sur-Marne. Il est équipé d'une alarme signalant que l'ouvrage est plein. - Un système de régulation du débit est en place, limitant le débit à 60 litres/seconde, au maximum.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence du capteur surveillant le remplissage du séparateur à hydrocarbures et le report de l'alarme dans le local de contrôle. Ce capteur est dans un état vétuste. L'exploitant n'est pas sûr du bon fonctionnement de cette l'alarme. Par ailleurs l'exploitant n'a pas montré à l'inspection des éléments justifiant la présence d'un système de régulation du débit en place, limitant le débit à 60 litres/seconde, au maximum. L'exploitant a indiqué avoir mandaté la société AVERCE afin de réaliser un diagnostic sur le séparateur et vérifier ces éléments.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Transmettre à l'inspection les éléments justifiant : - la maintenance et la fonctionnalité de l'alarme signalant que l'ouvrage est plein ; - la présence du système de régulation du débit en place, limitant le débit à 60 litres/seconde, au maximum.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois